

région du globe portent en effet à croire qu'une telle conférence, surtout si elle est bien préparée, pourrait contribuer à une paix durable. Cependant, selon le Canada il demeure que les pays directement concernés devraient pouvoir déterminer comment la conférence se tiendra et quel en sera exactement l'ordre du jour.

Afghanistan. Le Canada a profité du débat sur cette question à l'Assemblée générale pour réitérer très fermement son opposition à l'occupation soviétique de ce pays.

En ce qui a trait aux institutions spécialisées des Nations Unies, 1986 a été remarquable à plusieurs chapitres. L'Organisation de l'aviation civile internationale a approuvé un programme de travail visant à établir une convention juridique internationale pour contrer les actes de terrorisme dans les aéroports. L'Organisation internationale du Travail a adopté une convention sur l'utilisation contrôlée de l'amiante. Ces deux réalisations importantes sont le résultat d'initiatives canadiennes ayant reçu l'appui de nombreux pays qui collaborent étroitement avec le Canada dans le cadre des Nations Unies. Cette coopération a également porté fruit ailleurs, par exemple à l'OAA et à l'OMS, dans le cadre de la lutte contre la famine en Afrique ou pour enrayer l'épidémie du SIDA.

Le Commonwealth

Le Commonwealth a concentré son action dans trois grands domaines d'intervention : il a piloté l'offensive internationale contre l'*apartheid* en Afrique du Sud, il a catalysé la coopération entre les pays du Nord et du Sud pour répartir plus équitablement les ressources mondiales, et il a aidé directement les plus petits et les plus pauvres de ses pays membres à se développer.

Durant l'année écoulée, la plus importante rencontre du Commonwealth a porté sur l'Afrique australe. Au cours de la réunion d'examen à Londres, les 3 et 4 août 1986, les sept chefs de gouvernement du Commonwealth (le président de la Zambie et les premiers ministres de l'Australie, des Bahamas, du Canada, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Zimbabwe) ont passé en revue le rapport sur l'Afrique australe préparé par le Groupe des personnalités éminentes (GPE). Ce groupe, constitué en vertu de l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique australe adopté à la réunion de Nassau en octobre 1985 a été chargé de promouvoir le dialogue politique devant mener à un partage équitable du pouvoir en Afrique du Sud et de déterminer les mesures que pourraient prendre les gouvernements des pays du Commonwealth à l'endroit de l'Afrique du Sud. Le GPE ayant rapporté que les autorités sud-africaines n'étaient aucunement disposées à entamer un dialogue constructif, la réunion d'examen a donc envisagé les mesures à appliquer pour bien faire comprendre au gouvernement sud-africain qu'il lui fallait d'urgence abolir le régime d'*apartheid*. À cette occasion, le Premier ministre du Canada a joué un rôle de chef de file alors même que le Commonwealth était tiraillé par les divergences d'opinion quant à l'efficacité des initiatives envisagées. Six des sept chefs de gouvernement ont pu s'entendre sur un ensemble de mesures additionnelles. Toutefois, tous se sont mis d'accord pour faire du démantèlement de l'*apartheid* et de l'établissement d'un

gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud un objectif.

La réunion biennale des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui accorde une attention particulière aux questions de développement international, demeure pour les pays membres de l'association le centre vital des consultations intergouvernementales. En outre, chaque année les ministres des Finances des pays du Commonwealth se rencontrent pour discuter les problèmes économiques mondiaux et tout particulièrement leur éventuelle répercussion sur les ressources financières et les revenus commerciaux destinés aux pays en développement de l'association. À Sainte-Lucie, en septembre 1986, les ministres ont passé en revue les questions économiques et commerciales d'importance pour les pays du Commonwealth en général et celle de leurs relations avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les programmes du Commonwealth aident les pays membres en développement, plus spécialement les plus petits et les plus pauvres d'entre eux. Le Canada continue d'appuyer largement diverses organisations du Commonwealth, y allant de contributions de près de 30 millions de dollars au cours de l'année financière 1986-1987. Il est le plus important cotisant au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, grâce auquel une assistance technique est offerte sur une base multilatérale. Il fournit en outre une aide bilatérale directe à 44 pays membres.

D'autre part, le Canada participe activement aux consultations axées sur la coopération fonctionnelle au sein du Commonwealth. En 1986, des ministres canadiens ont pris part aux réunions des ministres responsables de la santé et du droit. Les premiers ont discuté des moyens de mobiliser les compétences dans le domaine de la gestion des services de santé et de l'échange de spécialistes des maladies tropicales; ils ont aussi examiné les façons d'améliorer la coopération entre les organismes d'aide et les ministères de la santé. Les seconds ont discuté des enquêtes internationales entreprises à la suite d'actes criminels, en accordant une attention particulière aux infractions de nature commerciale. Le Canada prend en outre part aux activités de coopération technique et non gouvernementale : c'est ainsi qu'il a été l'hôte à Ottawa, en août 1986, de la Septième conférence technique de l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth et, à Montréal, en septembre, de la septième Conférence des administrateurs postaux du Commonwealth.

La Francophonie

La coopération multilatérale entre pays de la Francophonie a connu un essor sans précédent au cours de l'année écoulée. Cet essor fait suite au désir exprimé par les chefs d'État et de gouvernement lors du premier Sommet, tenu à Paris, de susciter une forme dynamique d'échanges et de solidarité dans les domaines politique et économique. Les préparatifs en vue du deuxième Sommet, qui s'est tenu à Québec du 2 au 4 septembre 1987, et l'intérêt que cet événement a soulevé dans les institutions multilatérales et non gouvernementales au Canada et à l'étranger ont contribué à maintenir ce dynamisme.